FACTSHEET

Besoins, redevabilité et protection à Kani-Bonzon

Août, 2024
Mali

MESSAGES CLES

- **Le problème de rester propre**, que ce soit par manque de savon, de matériel sanitaire, d'eau, ou d'un endroit convenable pour se laver, **a été identifié comme un besoin prioritaire par 45% des femmes contre 4% des hommes.**
- **Les participant·e·s de Kani-Bonzon ont exprimé une crainte de se plaindre**, redoutant que la dénonciation d'un comportement inapproprié de la part des acteurs humanitaires **puisse affecter l'aide qu'ils reçoivent.**
- **Les restrictions de déplacement auto-imposées vers certaines zones** a été la principale mesure évoquée par **100% des hommes et 90% des femmes** pour gérer les sentiments et risques d'insécurité.

Les besoins perçus et les mécanismes d'adaptation

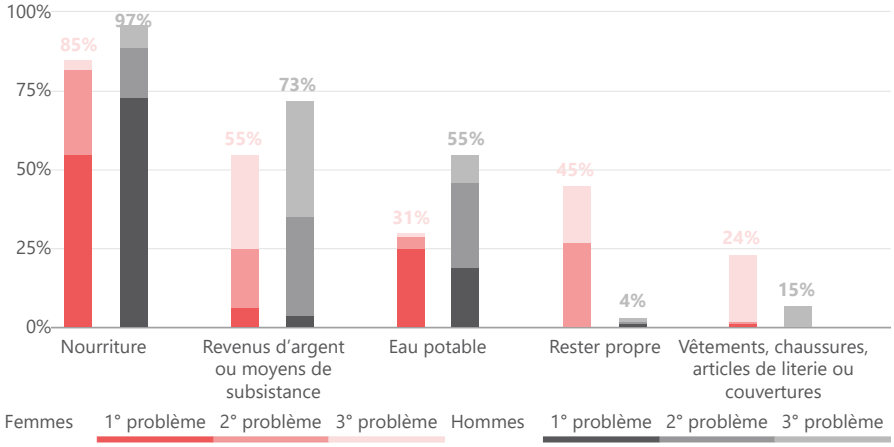
Afin de saisir la perception des besoins des ménages lors des enquêtes, les participantes ont pu exprimer leur perception des besoins les plus graves et identifier parmi ces besoins graves leurs trois priorités.

La nourriture a été identifiée comme un besoin prioritaire des ménages par 91% des personnes enquêtées. Parmi celles-ci, 64% l'ont classée comme le premier des trois besoins prioritaires, 22% comme le deuxième et 5% comme le troisième.

Les revenus d'argent ou moyens de subsistance ont été identifiés comme un besoin prioritaire des ménages par 64% des personnes enquêtées. Parmi celles-ci, 5% l'ont classée comme le premier des trois besoins prioritaires, 25% comme le deuxième et 34% comme le troisième.

L'eau potable ou utilisable pour la cuisine a été identifiée comme un besoin prioritaire des ménages par 43% des personnes enquêtées. Parmi celles-ci, 22% l'ont classée comme le premier des trois besoins prioritaires, 16% comme le deuxième et 5% comme le troisième.

Figure 1: Problèmes plus graves prioritaires perçus par les femmes et hommes enquêtés de Kani-Bonzon



CONTEXTE & JUSTIFICATION

Les premières conclusions des données MSNA 2023 indiquent que les objectifs de redevabilité ne sont pas atteints et que la satisfaction des bénéficiaires à l'égard de l'aide semble faible. En effet, 61% des ménages ayant un besoin humanitaire auraient déclaré n'avoir reçu aucun type d'assistance au cours des 12 mois précédant la collecte MSNA 2023, et parmi ceux qui ont reçu une aide humanitaire pendant cette période, 15% ne seraient pas satisfaits[2]. REACH propose ainsi une analyse approfondie au niveau communal dans quatre communes de la région de Bandiagara (Bankass, Dougouténé II, Kani-Bonzon et Koro) et dans la ville de Ménaka, afin de dresser un état des lieux des besoins et perceptions liés à l'assistance humanitaire et aux besoins de protection des communautés affectées.

METHODOLOGIE:

Cette évaluation a utilisé une approche méthodologique mixte comprenant des entretiens structurés individuels auprès des ménages ciblés (EI) complétés par des discussions semi-structurées avec des groupes de discussion (GD). Les EI, utilisant l'échelle HESPER, ont servi à fournir une compréhension générale avec une perspective de genre, tandis que les groupes de discussion (GD) ont permis de recueillir des perceptions nuancées des femmes et des hommes, séparant PDI de population hôte (PND).

L'échelle HESPER est une méthodologie qui se concentre sur les besoins auto-perçus, permettant ainsi de mieux comprendre le bien-être global des ménages, plutôt que de se baser sur les définitions des besoins orientées par l'offre utilisées par les humanitaires.

La méthode « *dual voice* » permet également d'examiner les différences dans les besoins perçus entre les hommes et les femmes et les implications de ces différences sur l'aide humanitaire.

FHRAOC Fonds Humanitaire Régional pour l'Afrique de l'ouest et du centre

REACH Informing more effective humanitarian action

La perception des besoins concernant la réception d'assistance humanitaire

Les participant·e·s de la commune de Kani-Bonzon ont souligné des besoins individuels tels que la nourriture et les revenus financiers. Les hommes ont rapporté des besoins collectifs affectant l'ensemble de la population, comme l'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement. Selon la population hôte, ces besoins se sont aggravés avec l'arrivée massive des déplacés, entraînant un surpeuplement.

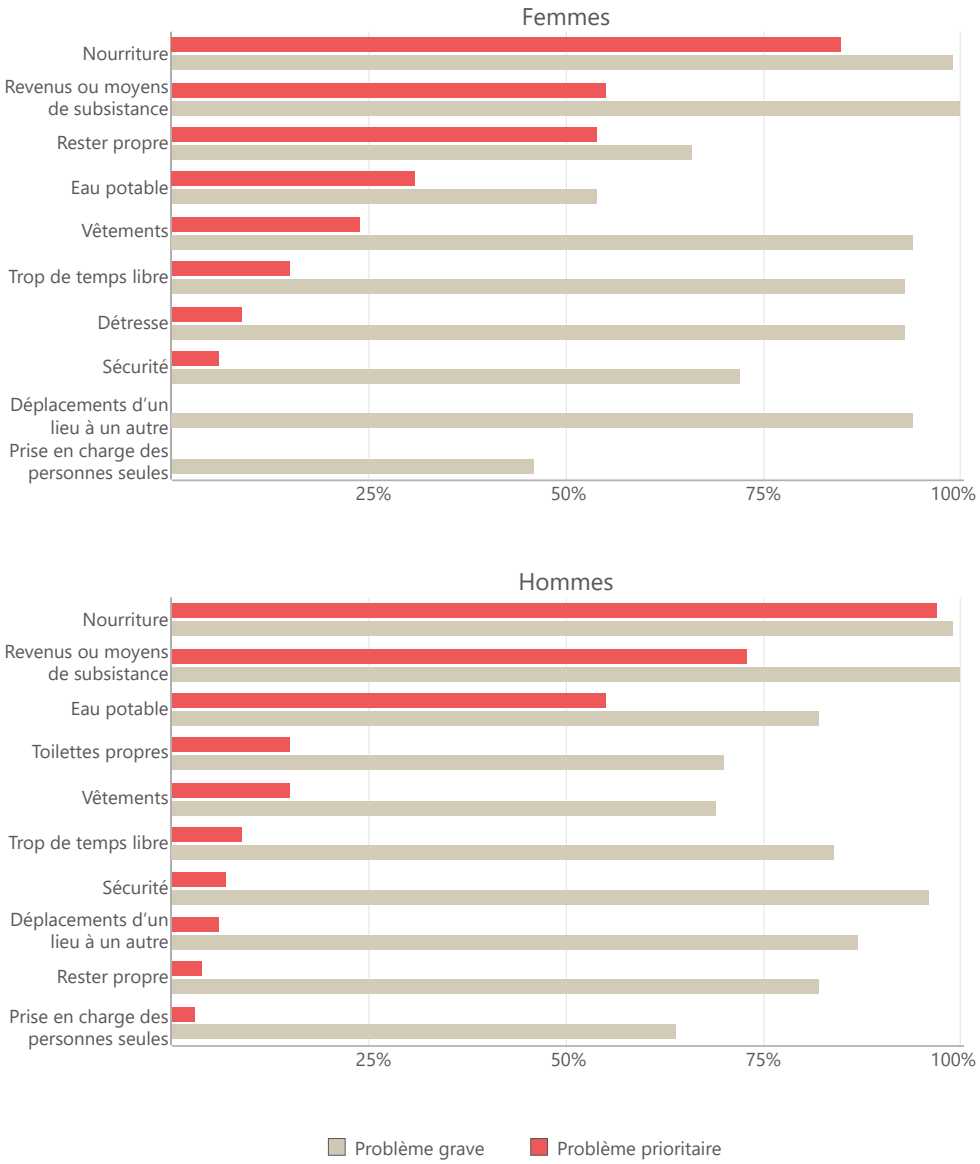
Ces problèmes touchent tous les profils démographiques et se sont intensifiés au cours de l'année écoulée en raison de la persistance des conflits violents et de la crise sécuritaire, qui a entraîné, entre autres, la fermeture des écoles selon les PND. Pour la plupart des PDI, ces problèmes étaient nouveaux en raison du déplacement forcé, ajoutant des difficultés telles que le manque de logement.

Les femmes ont assuré que le coût de la vie était devenu élevé et qu'elles avaient besoin de vêtements. Concrètement, pour les femmes de la population hôte, les déplacements étaient devenus difficiles à cause de l'insécurité, ce qui empêchait la réalisation d'activités génératrices de revenus.

Les besoins liés à l'hygiène sont également très présents pour les femmes PDI, qui ont exprimé des difficultés à rester propres en raison du manque de savon pour se laver et accomplir les tâches ménagères.

> *"Pour gérer le problème lié au manque de savon, nous fabriquons nos savons avec des potasse pour se laver, faire la lessive, laver nos toilettes et avec la cendre pour laver nos matériels de cuisine. On se cache dans un coin pour se laver (nous n'avons pas de toilettes)"*
>
> Citation GD Femmes PDI

Figure 2. Problèmes graves vs trois problèmes prioritaires selon HESPER échelle ventilés par genre



Les 10 problèmes graves les plus fréquemment signalés par les femmes et les hommes dans les enquêtes ménages ont été alignés avec les besoins prioritaires en matière d'assistance humanitaire identifiés lors des GD, avec quelques écarts selon le genre.

Parmi tous les problèmes ou besoins des ménages mentionnés par au moins trois quarts des personnes enquêtées, la nourriture, les revenus ou moyens de subsistance et l'eau potable ont été largement considérés comme des besoins prioritaires.

Le manque de revenus ou de moyens de subsistance a été signalé comme un problème grave par 100% des femmes et des hommes. Cependant, ce problème a été classé parmi les trois principaux besoins par une proportion beaucoup plus élevée d'hommes (73%) que de femmes (55%).

L'impossibilité de se déplacer d'un lieu à un autre a été mentionnée comme un problème grave par 94% des femmes et 87% des hommes, mais seulement 6% des hommes l'ont classée parmi les trois besoins prioritaires.

La prise en charge des personnes seules dans la communauté a été mentionné comme problème grave

par 64% des hommes et par 46% des femmes. Cependant, seulement les hommes (3%) ont classé ce problème parmi les trois besoins prioritaires et dans 30% des ménages enquêtés, ce problème a été signalé uniquement par l'un des deux genres.

70% des hommes ont exprimé des problèmes d''accès facile ou sans danger à des toilettes propres. Mais seulement 15% d'entre eux l'ont classé parmi les trois besoins prioritaires. De plus, dans 38% des ménages enquêtés, ce problème a été perçu comme grave uniquement par l'homme.

En général, les hommes ont signalé un nombre un peu plus élevé de problèmes graves, avec une moyenne de 13 problèmes contre 12 problèmes signalés par les femmes.

En examinant les divergences de perceptions au sein d'un même ménage, on a constaté que les problèmes liés à un système légal et judiciaire inadéquat ou à la méconnaissance des droits légaux étaient ceux pour lesquels il y avait le plus de divergence d'opinions. En effet, 79% des ménages enquêtés ont présenté un désaccord entre la femme et l'homme. De plus, dans 70% des ménages, ce problème a été perçu comme grave uniquement par l'homme.

Le problème le plus souvent signalé uniquement par les femmes, a été le sentiment d'extrême détresse dans 40% des ménages.

Figure 3. Nombre total de problèmes graves reportés ventilé par genre.

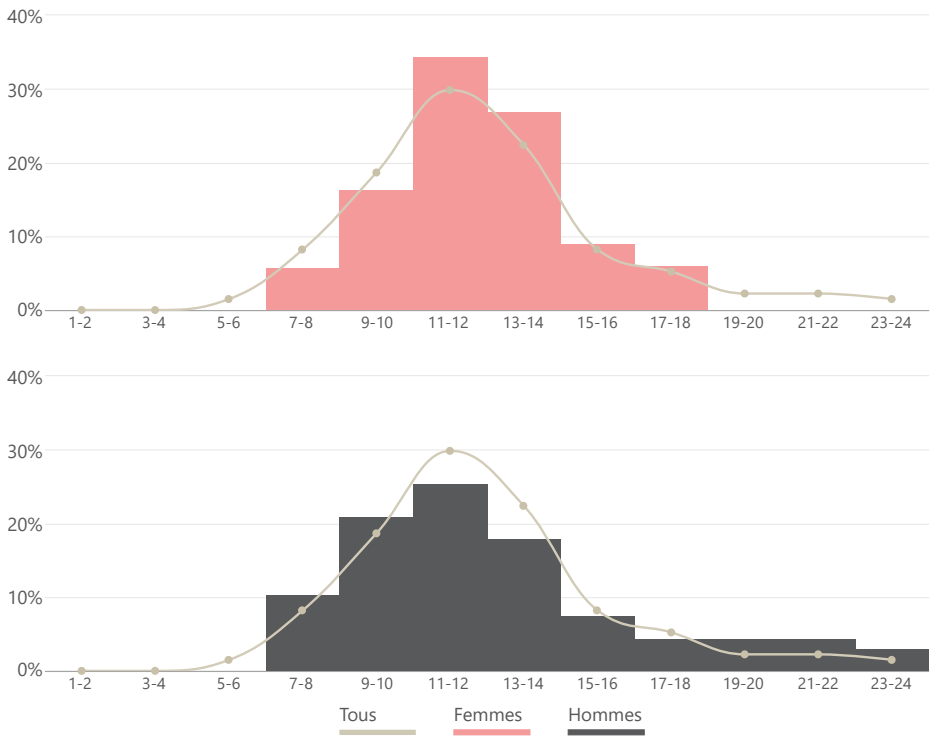
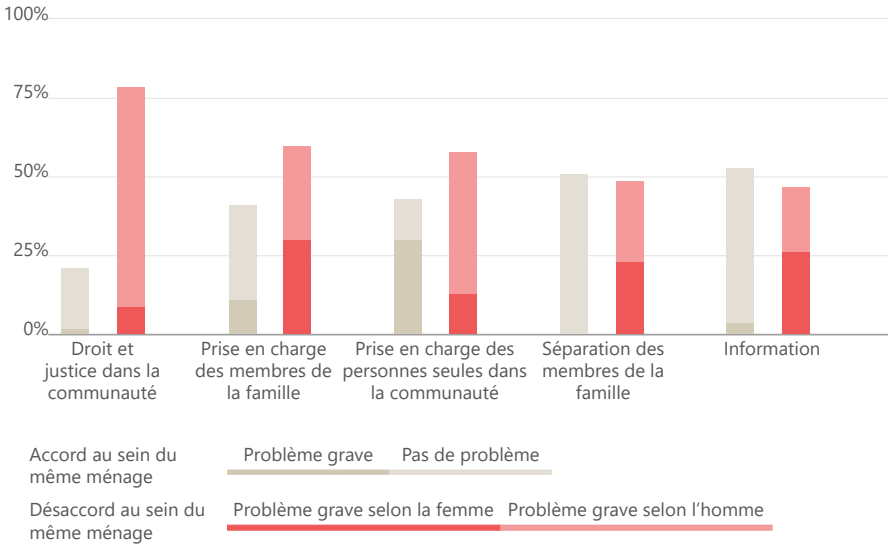


Figure 4: Divergences des perceptions des problèmes (femme/homme) au sein des ménages enquêtés.



Les mécanismes d'adaptation

Pour faire face à ces défis, différentes stratégies d'adaptation ont été évoquées par les participant·e·s aux GD, telles que : la recherche de bois de chauffage à vendre dans le village, la réalisation des tâches ménagères pour d'autres ménages, la diminution du nombre de repas par jour, la mendicité, fabriquer des savons avec du potasse pour se laver et faire la lessive, les travaux journaliers et les petits commerces, envoyer leurs garçons et filles en ville pour qu'ils puissent travailler et leur envoyer de l'argent, la vente des bijoux et des petit animaux, ainsi que recevoir des transferts d'argent des parents qui vivent ailleurs pour compléter les crédits et dettes contractés.

L'assistance des ONG a été très appréciée dans tous les groupes de discussion (GD). Les contributions telles que les dons de céréales, le financement de petites activités comme les embauches, la prise en charge gratuite par les ONG médicales et la réalisation de forages ont été particulièrement évoquées.

Tous les participant·e·s aux GD sauf les femmes PDI ont reconnu l'harmonie et la coopération entre les PND et les PDI pour surmonter les difficultés. Même si avec l'arrivé des PDI les besoins ont augmenté, la cohésion sociale se maintien sans soucis selon les femmes PND. Les hommes ont cité des exemples d'entraide, tels que le partage des champs agricoles et la mise à disposition des maisons. De plus, l'aide humanitaire a eu un effet positif sur ces relations, dans la mesure où les populations hôtes bénéficient de l'assistance humanitaire grâce à la présence des PDI dans leurs communes.

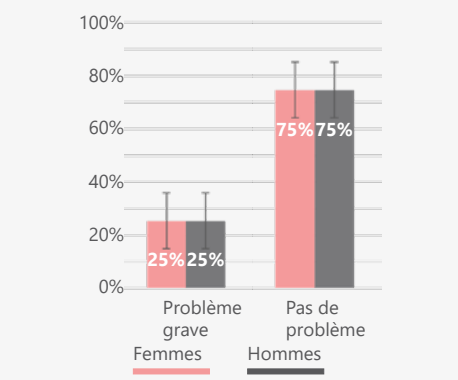
Perceptions, sentiments et problèmes en relation à l'assistance humanitaire

Perception du niveau d'inclusion dans la prestation actuelle des services humanitaires

Les femmes participantes aux GD ont estimé que l'aide humanitaire est accordée en fonction des besoins spécifiques de chaque groupe de population. Néanmoins, les femmes PDI ont signalé que certains de leurs besoins n'ont pas été pris en compte dans la distribution de l'aide humanitaire et selon les femmes PND l'assistance a été insuffisante. Bien que l'aide humanitaire soit censée répondre aux besoins identifiés, 25% des femmes et 25% des hommes des ménages enquêtés ont évoqué des problèmes graves liés à une aide humanitaire inadéquate.

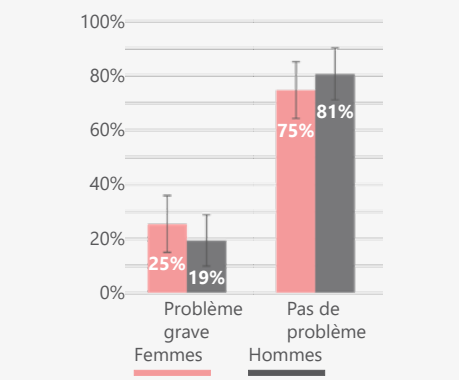
Concernant la perception de la justice dans la distribution de l'aide humanitaire, les femmes PND ont été très critiques, évoquant des cas de détournement de l'aide. Les femmes PDI ont exprimé des doutes sur l'équité de la distribution, contrairement au reste des participant·e·s, qui ont soutenu que la distribution était juste.

Figure 5: Problèmes liés à une aide humanitaire inadéquate



Sentiment des différents groupes de population affectées sur la manière dont elles sont traitées lors des interactions avec les acteurs humanitaires

Figure 6: Problèmes liés au fait de ne se sentir pas respecté



La relation entre les groupes de population affectés et les travailleurs humanitaires a été jugée bonne par les participant·e·s aux GD. Ils ont exprimé leur confiance envers les acteurs humanitaires et l'accès aux mécanismes de retour d'information. Cependant, ils craignent que la dénonciation d'un comportement inapproprié de la part des acteurs humanitaires n'affecte l'aide qu'ils reçoivent, et aucune personne n'a jamais déposé de plainte.

Seules les femmes PDI ont exprimé des relations tendues avec les autres groupes de population, en raison des tensions provoquées par l'augmentation des prix des produits, la demande accrue, et le fait qu'elles ont reçu une assistance plus importante.

Le reste des participant·e·s a rapporté de bonnes relations entre les différents groupes de population. Selon eux, il existe une harmonie et une coopération entre les populations pour surmonter les difficultés. De plus, ils estiment que l'aide humanitaire a eu un effet positif sur ces relations. Cependant, le sentiment de ne pas être respecté ou de se sentir humilié a été évoqué comme un problème grave par 25% des femmes et 19% des hommes des ménages enquêtés.

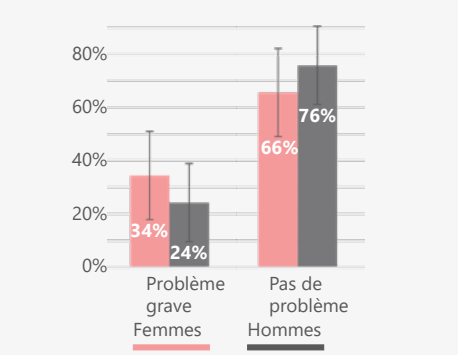
Problèmes des différents groupes de population perçus par les populations affectées lorsqu'elles accèdent à l'aide humanitaire

Les principaux problèmes exprimés par les femmes de Kani-Bonzon ont été la difficulté des déplacements vers les lieux de distribution et la durée d'attente pour recevoir l'assistance.

Les PDI ont signalé des problèmes avec les listes de distribution et d'enregistrement, en raison du manque de documents d'identification.

> *"Quand on n'est pas identifié on ne peut pas forcément avoir accès à l'aide humanitaire. Certains n'ont pas les documents nécessaires sur eux, d'autres n'ont pas de numéro de téléphone"*
>
> Citation GD Hommes PDI

Figure 7: Problèmes liés au manque d'information.



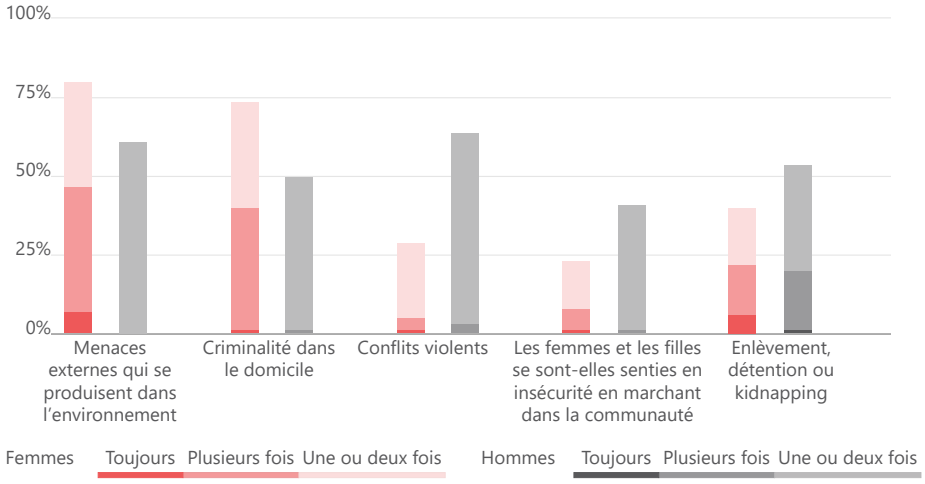
Les besoins de protection

Le sentiment d'insécurité

À Kani-Bonzon, les menaces externes qui se produisent dans l'environnement étaient la principale source de détresse pour 71% des participant·e·s. Plus de trois quarts des femmes (81%) et plus de la moitié des hommes (61%) enquêtés avaient exprimé avoir ressenti de l'inquiétude au cours des trois derniers mois.

La deuxième source de détresse était constituée par la criminalité au sein du domicile. Cette préoccupation avait été plus fréquemment exprimée par les femmes (75%) que par les hommes (51%). En revanche, les conflits violents inquiétaient davantage les hommes (64%) que les femmes (30%).

Figure 8: Situations qui ont suscité un sentiment de préoccupation aux ménages de Kani-Bonzon au cours des trois mois précédant la collecte de données.



Le sentiment de préoccupation face à certaines formes de violence

Figure 9: Les formes de violence envers lesquelles les membres du ménage ont ressenti une préoccupation au cours des trois mois précédant la collecte des données.

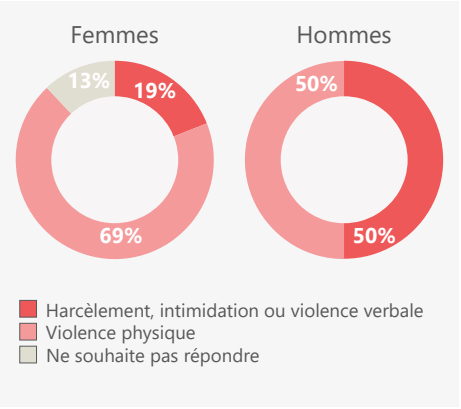
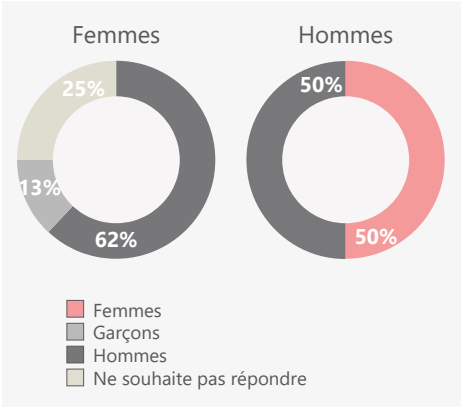


Figure 10: Les membres du ménage pour lesquels les ménages ont ressenti une préoccupation concernant les formes de violence mentionnées, au cours des trois mois précédant la collecte des données.



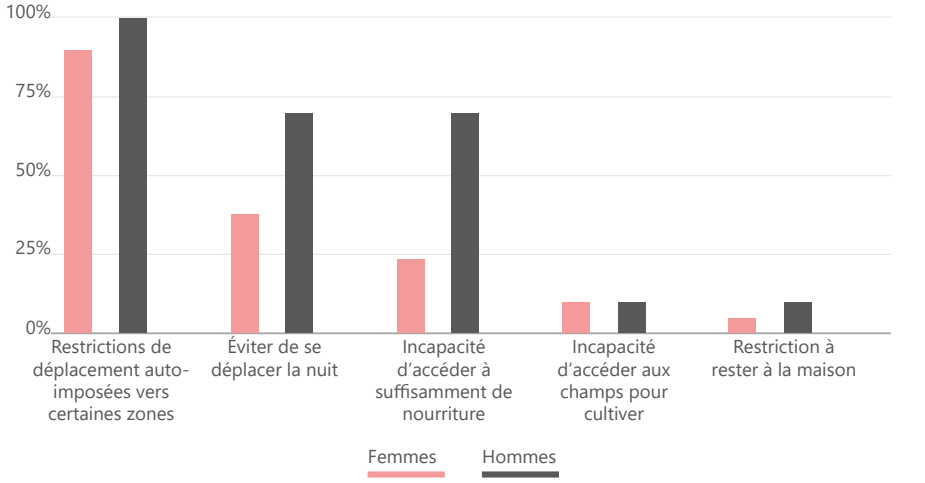
La violence physique a été évoquée comme la principale forme de violence suscitant une plus grande préoccupation aux femmes de Kani-Bonzon (69%) qui ont exprimé s'inquiéter par les hommes du ménage (62%), suivies par les garçons du ménage (13%). Cependant 13% des femmes enquêtés n'ont pas voulu répondre cette question.

Le même pourcentage d'hommes (50%) a exprimé des préoccupations concernant la violence physique autant que le harcèlement, l'intimidation ou la violence verbale. Ils ont également exprimé des inquiétudes équivalentes pour les femmes de ménage (50%) et pour les hommes de ménage (50%).

Les préoccupations liées à la protection ont des implications différentes pour les hommes et les femmes. Bien que la réduction des déplacements ait été évoquée au sein des ménages, les hommes sont davantage affectés dans leurs mouvements pendant la journée, ce qui les empêche d'accéder à suffisamment de nourriture.

L'accompagnement des femmes par les hommes lors des déplacements, ainsi que le soutien des certains groupes de population, ont été évoqués par les participant·e·s aux groupes de discussion (GD) comme des moyens de gérer ce sentiment et ce risque.

Figure 11: Conséquences principles des préoccupations de protection sur les ménages de Kani-Bonzon au cours des trois mois précédant la collecte de données.



APERÇU DE LA METHODOLOGIE

Cette évaluation a utilisé une approche méthodologique mixte comprenant des entretiens structurés individuels aux ménages ciblés (EI) complétés par des discussions semi-structurées avec des groupes de discussion (GD) dans des communes accessibles sélectionnées dans les régions de Ménaka et Bandiagara. Le quota total de l'échantillon a été calculé sur la base du nombre total des villages habités dans chaque commune et en sélectionnant à dessein 10 % de l'ensemble des villages de chaque commune à évaluer.

La taille de l'échantillon représentative des EI a été calculé selon la population de chaque commune avec un niveau de confiance 90% et une marge d'erreur de 10%.

Les EI fournissent une compréhension générale avec une perspective de genre de la protection, des principaux besoins et des perceptions de l'assistance humanitaire par les populations, tandis que les GD servent à recueillir des perceptions nuancées de groupes de population spécifiques.

Les EI ont été réalisées à l'aide de l'outil Echelle de mesure des besoins perçus dans un contexte d'urgence humanitaire (Echelle HESPER) et le questionnaire des perceptions des besoins de protection de la MSNA 2024. La méthode « dual voice » a été employée pour recueillir et analyser les potentielles différences de réponses au sein d'un même ménage, c'est-à-dire, les mêmes questions par rapport aux besoins du ménage ont été posées à une femme et un homme de chaque ménage par des enquêteurs du même genre que les enquêtés. Les besoins prioritaires et les problèmes de protection exprimés lors des EI ont servi pour diriger 6 questions dans chaque GD.

Les GD comblent les lacunes en matière de connaissances que les données quantitatives ne peuvent pas couvrir. 4 GD ont été réalisés dans le chef-lieu de chacune des communes et dans la Ville de Ménaka afin de recueillir des informations plus approfondies des perceptions des femmes et des hommes (séparant PND et PDI).

Les EI se sont déroulés simultanément entre le 7 et 15 mai, pour après diriger et indaguer dans les principaux problèmes des populations lors du GD du 20 à 23 mai. Toutes les discussions se sont déroulées en langue locale avec transcription à la main et traduction instantanée.

LIMITATIONS

La difficulté d'accès constitue l'une des principales limitations de cette recherche, expliquant pourquoi la couverture de la région de Ménaka et les activités associées se limitent à la ville de Ménaka.

Concernant les communes sélectionnées de la région de Bandiagara, les villages où les enquêtes ont été menées ont été choisis en fonction de l'accessibilité et de la présence de ménages déplacés internes (PDI). En conséquence, plusieurs villages ont été intentionnellement exclus. La volonté de mener une recherche avec une perspective de genre, afin de mettre en évidence les écarts potentiels entre hommes et femmes, a conduit à la décision de réaliser les enquêtes quantitatives au sein du même ménage, en interrogeant à la fois les hommes et les femmes, ce qui a eu des conséquences sur la variation de l'échantillonnage.

Un code alphanumérique a été attribué aux deux enquêtes (femme de ménage et homme de ménage) réalisées au sein d'un même ménage afin de pouvoir les identifier et les comparer ; un total de 70 enquêtes n'a pas pu être identifiée et est resté isolé de la comparaison des divergences au sein d'un même ménage.

Quant aux outils utilisés, l'échelle HESPER présente certaines limitations : elle ne permet pas de capturer la sévérité des besoins parmi les problèmes exprimés par les enquêtés et ne fournit pas un aperçu des solutions possibles aux besoins des populations dans chaque contexte. Pour combler cette lacune, nous avons proposé d'inclure des questions supplémentaires aux groupes de discussion (GD) en relation avec les problèmes exprimés par chaque groupe de population lors des enquêtes individuelles (EI).

La question 48, relative aux préoccupations de protection en raison des menaces externes dans l'environnement (événements météorologiques, conflits, catastrophes), posée lors des EI, semblait avoir été confondue par les participant·e·s avec la question 46, qui concerne les préoccupations de protection en raison des conflits violents. Dans la plupart des GD, lorsque les participant·e·s ont été invités à approfondir les menaces, ils ont principalement fait référence aux conflits violents.

NOTES DE FIN

PAGE 1

[1] Rapport DTM, Matrice de suivi des Déplacements, Mai 2024

[2] REACH Initiatives, Evaluation Multisectorielle des besoins, MSNA, Mali 2023

A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).